

## CONSTANTINE

# Colère dans les établissements de santé de proximité

**Des centaines de travailleurs de la santé relevant des EPSP de Constantine, affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ont organisé, mardi, des sit-in de protestation au niveau des établissements publics de santé de proximité (EPSP) pour réclamer la prise en charge de leurs revendications socioprofessionnelles.**

Les protestataires, les travailleurs des corps communs et les agents paramédicaux exerçant au niveau des unités de santé de proximité, notamment ceux qui avaient interpellé à maintes reprises les pouvoirs publics quant à une prise en charge «sérieuse» de leurs doléances, ne comptent pas rester les bras croisés.

Ils menacent, en effet, au cas où leurs revendications, notamment celle relative au régime indemnitaire, ne seraient pas satisfaites, de paralyser les établissements de santé de proximité. «Si nos problèmes ne sont pas résolus d'ici le 20 septembre, nous comptons, en plus de l'organisation de sit-in au

niveau des unités sanitaires, entrer en grève», lit-on dans la plate-forme de revendications, adressée à qui de droit.

Un représentant syndical des travailleurs qui se sont rassemblés devant l'EPSP de la cité Filali dira que «toutes les négociations entreprises avec les représentants de la tutelle (DSP) ainsi que ceux des EPSP en vue de trouver une solution à nos revendications n'ont rien apporté».

Et d'ajouter : «Les travailleurs qui ne croient plus aux promesses projettent de durcir leur mouvement, et ce, jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications.» Le paiement, avec effet rétroactif à partir de 2008, des



Photo DR

indemnités, figure en tête de la liste de leurs doléances.

Les protestataires réclament également une «énienne commis-

sion d'enquête du ministère de la Santé pour faire toute la lumière sur de «supposés» dépassements de la part de certains res-

pensables des EPSP, dans notamment les concours de promotion interne».

Farid Benzaid

## BÉJAÏA

## Rassemblement de protestation devant le siège de la Direction de la santé

Sous le mot d'ordre «halte au mépris et à la provocation», une foule nombreuse constituée de syndicalistes représentant les différents établissements de la santé (CHU, EPH, EPSP, EHS) de la wilaya de Béjaïa a observé mardi matin un rassemblement de protestation devant le siège de la Direction de la santé et de la population.

A travers cette action de rue à laquelle a appelé la coordination syndicale de la santé affiliée à l'UGTA, les manifestants entendent réclamer l'ouverture des négociations sur leur plateforme de revendications du mois d'août dernier, le paiement des rappels et la prise en charge des problèmes des vacataires.

Les protestataires de la santé exigent par la même occasion de la tutelle la réintégration de leur collègue de travail Hamza Rabah et le respect du droit syndical, lit-on dans un communiqué rendu public.

A. K.

## TIZI-OUZOU

## Nuit d'émeutes à Azazga

**Les habitants de Tizi Bouchène et d'Ighi Bouzel ont investi, hier en début de soirée, la ville d'Azazga, s'en prenant au siège de l'APC et barricadant les rues et venelles de la ville.**

Les émeutiers protestent contre le retard mis par les autorités locales pour sécuriser le tronçon routier Tizi Bouchène-Tirsatine, où sont survenus de nombreux accidents.

Le dernier en date remonte au jour où un chauffard aurait brûlé un sens interdit, selon un habitant, occasionnant de graves blessures à une femme ayant nécessité son hospitalisation. La colère des émeutiers a été exacerbée par les propos du maire qui, après avoir

demandé un délai aux manifestants, selon un habitant du quartier, aurait répondu par un cinglant «chah» aux doléances émises par un médecin. Ces revendications concernent la sécurisation de la route par la réalisation de trottoirs, de ralentisseurs et d'éclairage public, en sus du respect de la signalisation.

Le chef de daïra a reçu l'avant-veille une délégation du quartier et aurait promis de prendre en charge le problème dès le lever du jour, selon un

délégué. Le déplacement sur le site des services de la DTP et de l'hydraulique le lendemain matin était loin de satisfaire les jeunes manifestants qui avaient bloqué ce tronçon depuis quatre jours et fermé la RN 12 lundi.

Les émeutiers ont saccagé les bancs de la gare routière, barricadé les rues, renversé les poubelles et allumé des pneus au niveau de deux sites. Mais leur action principale ciblait le siège de l'APC qui symbolise, selon eux, le pouvoir local «en tant qu'institution qui n'a pas pris en charge nos revendications en temps opportun».

Un édifice protégé par des policiers avec qui, des échauffourées ont éclaté. Cela expliquerait aussi cette offensive vers le chantier mitoyen de construction d'un siège d'APC new look avec ses différentes servitudes. Un projet jugé budgétivore par les manifestants «réalisé au détriment de projets plus nobles touchant au cadre de vie des citoyens», expliquent les émeutiers.

Le lendemain, la ville a retrouvé son calme, notamment avec l'entame des travaux au niveau de cette route, témoin de plusieurs accidents.

S. Hammoum

## BOUIRA

## La protesta gagne le transport urbain

**Après la grève qui a gelé toute activité dans le secteur du transport interwilayas à Bouira, c'était au tour des transporteurs urbains de crier leur colère devant les injustices de la Direction des transports qui ne cesse de leur interdire des lignes qu'elle réserve à son petit protégé ETUB.**

Après avoir interdit aux transporteurs d'Aïn H'djar d'assurer la navette de l'ancienne gare routière vers la nouvelle-

ville, circuit réservé à l'Entreprise de transport urbain de Bouira, la Direction des transports jette cette fois-ci son

dévolu sur la dizaine de mètres séparant l'hôtel Nassim de l'hypermarché Uno.

Elle a, de ce fait, interdit aux 17 bus desservant la ligne numéro 2, soit celle qui relie le quartier des 140 logements à l'hôtel Nassim, de poursuivre leur trajet vers ce point d'affluence majeure, pour le céder exclusivement à l'ETUB.

En effet, avec l'ouverture de cet espace commercial unique dans la région, l'affluence vers la sortie nord de la ville de Bouira a carrément explosé avec, à la clé, une aubaine pour les transporteurs urbains numéro 2 qui assuraient déjà le trajet avant l'ouverture du centre commercial.

Cependant, c'était sans compter sur le nouveau venu ETUB qui, passant de simple navette de la gare routière,

écume maintenant tous les quartiers de la ville, et dont le tarif de 15 DA le désavantageait face aux privés qui n'en faisaient payer que 10 DA.

Du coup, la Direction des transports a interdit les quelques mètres reliant l'hôtel Nassim à l'hypermarché Uno à tout autre transporteur que l'ETUB.

Ainsi, et estimant leurs droits constitutionnels bafoués, à l'exemple de l'égalité des droits et l'application des règles pour tous sans distinction, les transporteurs urbains numéro 2 qui desservaient jusque-là 80% des destinations dans la ville de Bouira ont gelé leurs activités depuis lundi et entament leur quatrième journée de protestation, et ce, sans réaction des autorités locales.

Katya Kaci

## BLIDA

## Les habitants de Chebli bloquent la route

**Les habitants du lieudit Vitélo dans la commune de Chebli, 20 kilomètres à l'est de Blida, ont fermé hier, à l'aide de troncs d'arbres et de pierres, l'axe routier liant leur commune à Bouinan.**

La cause de leur soulèvement est l'absence de réseau d'eau potable dans leur localité ainsi que l'éclairage public.

«Nous en avons assez de ramener quotidiennement à dos d'âne de l'eau que nous puisons des puits de forages des vergers voisins», nous dira un contestataire.

Refusant d'obtempérer aux ordres du chef de daïra de Chebli de rouvrir la route, les protestataires ont exigé la venue du wali afin de lui faire part de leur calvaire. Ils citent également le problème

des routes qui font défaut dans cette localité. «En hiver, il est impossible à nos enfants d'aller à l'école à cause de la bourbe», se plaint un des habitants aux autorités locales.

Par ailleurs, l'inexistence de l'éclairage public dans leur quartier fait qu'ils ne sortent de chez eux la nuit que par extrême nécessité, et ce, de peur des agressions.

M. B.